



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

22 | Juillet 2009

La Corne de l'Afrique sous surveillance internationale

Darfour : pour un pragmatisme sans soumission

Pierre Micheletti



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/429>

ISBN : 978-2-918362-40-1

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 13 juillet 2009

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Pierre Micheletti, « Darfour : pour un pragmatisme sans soumission », *Humanitaire* [En ligne], 22 | Juillet 2009, mis en ligne le 13 octobre 2009, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/429>

Ce document a été généré automatiquement le 24 octobre 2022.

Tous droits réservés

Darfour : pour un pragmatisme sans soumission

Pierre Micheletti

- 1 La décision d'inculpation pour crime de guerre et crime contre l'humanité prise par la CPI à l'égard du président soudanais Omar El Bachir le 4 mars 2009 a entraîné en cascade une série de réactions qui hypothèquent le soutien aux populations locales de cette lointaine province de l'Ouest soudanais.
- 2 La nature des questions et évolutions que cette inculpation entraîne, conduit par ailleurs à ce que le Darfour concentre aujourd'hui des caractéristiques primordiales pour alimenter les réflexions sur l'évolution du mouvement humanitaire non gouvernemental.
- 3 Dans les jours qui ont suivi l'inculpation par la CPI, une dizaine d'ONG internationales ont en effet été contraintes de quitter le territoire sans qu'aucune logique particulière ne semble avoir présidé au choix des organisations ayant figuré sur cette liste noire. Le motif invoqué est qu'elles auraient coopéré avec la CPI en lui fournissant des informations. On y trouve des ONG de tailles différentes, travaillant sur des thématiques complémentaires, et issues de différents pays européens comme d'Amérique du Nord. Dans le cas des ONG françaises, nos collègues d'Action Contre la Faim, de MSF ou de Solidarité ont fait partie de la charrette.
- 4 Le départ de ces ONG laisse à découvert de larges pans du territoire du Darfour où la population est dès lors privée du soutien dont elle bénéficiait en matière d'alimentation, d'accès à l'eau potable, ou d'accès aux soins. Le plan officiel est, qu'à terme, et selon un schéma d'évolution en trois étapes, sera restauré un système d'aide humanitaire reposant sur d'autres intervenants internationaux qui dorénavant devront toujours avoir établi un partenariat formel avec une ONG soudanaise. La mise en œuvre d'un tel scénario apparaît toutefois, à la lumière des réalités du terrain, irréaliste dans un délai compatible avec les nécessités des populations concernées par le départ des ONG étrangères.
- 5 Cette « soudanisation » de l'aide humanitaire est soutenue par un discours volontariste des autorités du pays. Elles déclarent vouloir dorénavant simplifier toutes les

procédures que les ONG étrangères doivent suivre. La position visant à revendiquer la responsabilité de la mise en œuvre de l'aide par le gouvernement soudanais n'est, sur le principe, rien moins que légitime. D'autant plus que le dispositif humanitaire massif est en place cinq ans après le paroxysme du conflit. Les uns et les autres observeraient ce discours avec moins de scepticisme si tous n'avaient en tête les responsabilités de ces mêmes autorités dans les massacres des années 2003 et 2004.

- 6 Dans le même temps, on assiste à une recrudescence d'actes de violence à l'égard des ONG encore présentes sur le terrain. Deux volontaires de MSF Belgique ont ainsi été kidnappés et relâchés au bout de quelques jours. Aide Médicale Internationale vient de connaître un événement identique. Les locaux de plusieurs ONG ont été pillés. Des vols de matériels et de voitures ont lieu régulièrement. Ces actions ont conduit au départ d'autres ONG non visées par les expulsions prononcées. Leur retrait vient cependant fragiliser davantage encore le dispositif de réponse humanitaire qui prévalait avant le 4 mars.
- 7 Le discours de plusieurs pays occidentaux a lui aussi évolué de façon parfois surprenante ces derniers mois à l'égard du régime en place au Soudan. Tel pays qui rencontrait hier ses plus hauts dignitaires le diabolise aujourd'hui. Tel autre qui hier diabolisait ce même régime lui envoie maintenant ses plus hauts dignitaires. Depuis le 4 mars, le gouvernement français a appelé, à de multiples reprises, à une arrestation du président Béchir. Il y a peu, il nous encourageait à ouvrir de larges corridors humanitaires entre le Tchad et le Darfour. Les autorités soudanaises réagissent avec constance pour dénoncer ces demandes en même temps qu'elles mettent en doute le rôle réel des ONG françaises présentes sur le terrain. Les autorités américaines ont amorcé un virage étonnant suite aux récentes visites de l'envoyé spécial du Président Obama, M. Scott Gration et du sénateur John Kerry. Une des conséquences concrètes de ces visites américaines est la brusque volonté des autorités soudanaises de vouloir dorénavant faciliter les conditions de travail ou l'implantation des ONG originaires des EU. Se trouve ainsi renforcée l'idée que nous serions nécessairement au service des États qui gouvernent nos pays d'origine.
- 8 Les groupes de pression des EU qui, dans la mouvance de *Save Darfour*, avaient trouvé en France d'actifs zéloteurs doivent méditer ce changement...
- 9 Sur place, là où ces mêmes lobbies voyaient d'abord la question religieuse, les autres composantes de la violence s'imposent toujours d'évidence : conflit pour les terres entre sédentaires et nomades, antagonismes claniques, mosaïques de groupes armés aux alliances changeantes, volonté réaffirmée du centre, Khartoum, de garder le contrôle politique d'une région dont il convient de rappeler qu'elle a été indépendante jusqu'en 1916. Enfin, le jeu des relations entre le Soudan, le Tchad, la Lybie, la France, la Chine et les États-Unis se cumule avec les autres éléments de ce qui fait la complexité du conflit du Darfour et des multiples stratégies complémentaires à activer pour aboutir à sa résolution sur le fond.
- 10 Insécurité croissante, assimilation entre politique étrangère et intervention des ONG, volonté des autorités locales de vouloir à terme « désoccidentaliser » l'aide humanitaire au Darfour, sont des symptômes dont la répétition se succède dans des pays comme l'Afghanistan, la Somalie ou le Sri Lanka pour n'en citer que quelques-uns. Ces évolutions ne peuvent laisser indifférent le mouvement humanitaire français qui constate en même temps que la perte de son immunité naturelle, une restriction

importante des espaces sur lesquels prétend se déployer la solidarité internationale non gouvernementale.

- 11 Face à la difficulté supplémentaire que constitue l'inculpation de la CPI, le rôle des ONG est de nouveau questionné. Sauf cas de force majeure, le souci du service rendu aux habitants et la volonté de demeurer des observateurs attentifs de la situation sanitaire et politique, le choix de rester s'impose. Chemin faisant, cette posture nous conduit à cautionner de fait la stratégie du gouvernement soudanais. Là où nous mettons du pragmatisme, il pourrait voir de la soumission. À nous de trouver le bon dosage.

INDEX

Mots-clés : Conflit, Crime contre l'humanité, Crime de guerre, Crise humanitaire, Justice internationale, Légitimité, Organisation Non Gouvernementale (ONG)

Index géographique : Darfour, Soudan

AUTEUR

PIERRE MICHELETTI

Pierre Micheletti est médecin, enseignant à Sciences Po Grenoble et ancien président de Médecins du Monde.